

L'Union européenne au MALI en 2017

Portefeuille global pour le Mali :

- ✓ Réforme de l'Etat & consolidation de l'Etat de droit : **242M €**
- ✓ Fonds Fiduciaire d'Urgence pour le Sahel : **137.5M €**
- ✓ Education : **60M €**
- ✓ Développement rural : **173M €**
- ✓ Infrastructures : **336M €**

TOTAL Portefeuille Mali : 948.5M €

PROGRAMMES SUR LA REFORME DE L'ETAT ET LA CONSOLIDATION DE L'ETAT DE DROIT

Portefeuille : 242M €

- **Appui à la consolidation de l'Etat du Mali (SBC II) 2015-2017** – Ce programme a pour objectif principal de soutenir le gouvernement du Mali à travers un appui budgétaire de 144.3 Milliards de FCFA (220 millions €) pour la période 2015-2017. Ce programme s'inscrit dans la continuité du précédent appui budgétaire consacré à la consolidation de l'Etat du Mali et représente plus d'un tiers du montant total du programme indicatif national (PIN) consacré au Mali pour la période 2014- 2020. Ce financement de l'Union européenne servira en particulier à:

Renforcer l'appui de l'UE à la mise en œuvre de l'Accord de Paix, l'UE étant membre de la médiation internationale;

Appuyer la mise en œuvre des stratégies et plans de développement et de réduction de la pauvreté au Mali et garantir les services sociaux de base, en se focalisant surtout sur la sécurité alimentaire et l'éducation;

Contribuer à la poursuite des réformes entamées par le Gouvernement du Mali et ainsi renforcer le dialogue politique entre le gouvernement du Mali et l'Union européenne.

- **Appui à la réconciliation et à la résolution de conflits au Mali (ARCOMA) 2014-2017** – Ce projet de 5 millions d'EUR cherche à appuyer les efforts nationaux pour la consolidation de la paix depuis les événements de 2012. Il repose sur 2 composantes, une sur la recherche-action sur les causes du conflit passé et l'autre sur les efforts de réconciliation et de dialogue entre les communautés affectées par ces mêmes troubles. Cette deuxième composante inclue en particulier l'appui aux efforts de restauration du patrimoine culturel et religieux de Tombouctou après les destructions infligées durant la crise de 2012.

- **Programme d'appui au secteur de la justice au Mali (PAJM) 2013-2018** – Ce programme, d'un montant de 12 millions d'euros, contribue à la construction et au renforcement d'un système de justice indépendant, impartial et équitable pour tous les citoyens maliens. Il a été conçu pour répondre à trois défis de gouvernance dans le secteur: performance, crédibilité et accès. La première composante du programme cherche à optimiser les performances des structures judiciaires grâce à la mise en place d'une gestion efficace des juridictions et un appui à la formation à tous les niveaux du personnel judiciaire. La deuxième composante sur la crédibilité s'attèle à doter le système judiciaire d'un cadre fonctionnel de contrôle et de supervision, ainsi que de lutte contre l'impunité. La troisième composante cible l'accès à la justice en finançant la réhabilitation ou la construction d'infrastructures (cours) judiciaires dans les zones jugées prioritaires.
- **Programme d'Harmonisation et d'Innovation au Bénéfice des Initiatives de la Société Civile d'Utilité Sociale (HIBISCUS) 2018-2021** – doté de 5 millions d'euros, ce projet visera à poursuivre les acquis du précédent projet UE d'appui à la société civile, PAOSC II, en développant les capacités des acteurs de la société civile à différents niveaux (communautaire, ONG, groupements et plateformes). Un accent particulier sera mis sur les thématiques du genre et de la décentralisation, afin de contribuer à la mise en œuvre d'un processus de décentralisation respectueux des principes de bonne gouvernance et des droits humains. Des activités innovantes d'appui aux acteurs des réseaux sociaux et aux bloggeurs sont également envisagées, pour aider la société civile malienne à rester en phase avec les jeunes citoyens de son pays.

FONDS FIDUCIAIRE D'URGENCE POUR LE SAHEL

Portefeuille : 137.5M €

- **Gestion des migrations (2017-2020)** – Ce projet de 15 millions d'EUR, existant sur 14 pays de la sous-région, vise à appuyer, à travers l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), les capacités du Ministère des Maliens de l'Extérieur à gérer les flux de migrants au départ ou en transit, particulièrement sur les points névralgiques tels que Kayes, Gao et Bamako. Par ailleurs, des activités d'appui au retour et à la réintégration dans les communautés d'origine sont prévues pour les migrants qui en exprimeraient le besoin (21.900 bénéficiaires envisagés). Une deuxième composante, mise en œuvre par l'Agence de Coopération espagnole- AECID, visera à soutenir les actions du Ministère des Maliens de l'Extérieur dans ses efforts de sensibilisation des migrants sur les risques de la migration irrégulière mais aussi sur les possibilités de migration régulière, notamment dans la sous-région.
- **Relance de l'Economie Locale et Appui aux Collectivités (RELAC II) 2016-2019** – La seconde phase de ce projet, d'un montant 10 millions d'euros, vise à poursuivre la stabilisation des zones post-conflit (Gao, Ménaka, Tombouctou et Taoudéni). Il s'agit de relancer l'économie locale à travers l'appui à des projets économiques et l'accompagnement des collectivités dans l'accomplissement de leurs missions au service des populations.

- **Sécurité humaine et Développement au Nord Mali Phase 2 (SDNM II) 2016-2019** – Ce projet d'une durée de 36 mois et d'un montant de 19 millions d'EUR doit contribuer au retour à la paix dans les zones d'intervention (Gao, Kidal, Ménaka, Taoudéni et Tombouctou) en facilitant l'investissement public et en soutenant le redémarrage de l'activité économique. La première composante est un fonds d'investissement local qui vise des actions rapides pour restaurer l'accès aux services publics sociaux de base ou la relance des activités économiques. La seconde composante est un appui aux collectivités territoriales pour les différentes étapes de la gestion de ces projets.

- **Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et Gao et à la gestion des zones frontalières (PARSEC Mopti-Gao) 2017-2020** – Ce projet, d'une durée de 3 ans ½ et doté d'un montant de plus de 29 millions d'EUR, visera à soutenir la présence de l'Etat dans les régions d'intervention et à Bamako, à travers les douanes, la protection civile et l'ensemble des forces de défense. Une seconde composante du projet portera sur la gestion des espaces frontaliers par les services de l'Etat incluant la gestion des flux de personnes et de biens ainsi que la coopération transfrontalière.

- **Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine, 2016-2020** – Ce projet d'une durée de 48 mois et d'un montant de 6 millions d'EUR cherche à appuyer la mise en œuvre de la politique sur la migration et le développement au Mali en accompagnant les initiatives de la diaspora dans les régions d'origine (en particulier les régions de Kayes et Sikasso). La première composante fera levier sur les investissements locaux pour soutenir des infrastructures socio-économiques. La seconde composante permettra d'accompagner les promoteurs d'entreprise de la diaspora depuis la France, l'Espagne et la Côte d'Ivoire. Enfin, une troisième composante cherchera à améliorer le cadre réglementaire, fiscal et législatif des investissements de la diaspora.

- **Programme de renforcement de la résilience des communautés, des ménages et des individus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali, 2015-2019** – Ce programme, d'un montant 25 millions d'EUR en cofinancement avec le Programme de Renforcement de la Sécurité Alimentaire au Mali (PRORESA- composante 2) de l'Union européenne, contribue à la mise en œuvre du Programme KEY dont l'objectif visé est le renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les régions Nord et Centre (Mopti) du Mali. Les bénéficiaires directs sont les ménages très pauvres des zones identifiées, en particulier les enfants de moins de 5 ans ainsi que les femmes enceintes et allaitantes.

- **Projet d'Appui à la filière de l'Anacarde au Mali (PAFAM) 2016-2020** – Ce projet, d'un montant de 13,5 millions d'EUR, vise à améliorer de manière durable les conditions de vie et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations bénéficiaires dans les régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso. Il contribuera à la création d'opportunités économiques à travers notamment des emplois dans la filière anacarde, permettant ainsi une réduction de l'émigration irrégulière.

- **L'emploi des jeunes crée des opportunités ici au Mali (2017-2021)** – Ce projet, d'un montant de 20 millions d'EUR, contribuera au développement des opportunités économiques et à la stabilité sociale dans les régions de Kayes, Koulikoro, Gao et le District de Bamako, à travers notamment la formation et l'insertion professionnelle. Les bénéficiaires directs du projet sont les jeunes marginalisés, y-compris les femmes à risque élevé de migration (30%) et des migrants de retour (15%) pouvant être influencés par des groupes radicaux. Ainsi, plus de 6 400 emplois directs seront créés et plus de 40 000 personnes bénéficieront des effets dérivés du projet, à travers la création d'emploi. Ce projet sera mis en œuvre par la SNV conjointement avec l'Agence pour l'Emploi des Jeunes- APEJ, ICCO et WASTE.

PROGRAMMES EDUCATION

Portefeuille : 60M €

- **Programme d'Appui à l'Enseignement Fondamental au Mali (PROF) 2016-2019** –
Ce programme d'un total de 20 millions d'EUR est mis en œuvre conjointement avec le Ministère de l'Education Nationale. Il vise à soutenir l'enseignement fondamental (7 à 12 ans) à travers la formation continue des enseignants, la décentralisation du système éducatif y compris dans les systèmes d'évaluation de l'enseignement dispensé, ainsi que l'accès à l'enseignement des enfants marginalisés par leur statut social ou leur situation géographique.
- **Programme d'Appui à l'Inclusion Scolaire au Mali (PAIS) 2017-2020** – Ce programme de 40 millions d'EUR visera à lutter contre la déscolarisation des enfants de l'enseignement fondamental au Mali (chiffre estimé de 1.4 millions d'enfants), en travaillant, sous la direction du Ministère de l'Education Nationale, avec l'UNICEF et IRC/NRC sur la réhabilitation de salles de classe et de sanitaires, le développement de capacités du personnel enseignant, et l'organisation de classes d'apprentissage accéléré pour la re-scolarisation, au Sud, au Centre et au Nord du pays. Une composante spécifique, dont le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) sera en charge, portera sur les cantines scolaires, afin de lutter contre la malnutrition des enfants et d'inciter les familles les plus démunies à envoyer leurs enfants à l'école.

PROGRAMMES DEVELOPPEMENT RURAL

Portefeuille : 173M €

- **Initiative de Renforcement de la Résilience par l'Irrigation et la Gestion Appropriée des Ressources (IRRIGAR) 2014-2019** – Cette initiative d'un montant global de 31,6 millions d'EUR (dont 27.7 millions financés par l'UE et le reste par l'Allemagne), vise à améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations à travers l'accroissement et la diversification de la production par l'irrigation de proximité. Ce programme comporte deux composantes (infrastructures et renforcement des capacités techniques et organisationnelles) qui sont mises en œuvre respectivement par la KFW et la GIZ.

- **Programme de Renforcement de la Sécurité Alimentaire au Mali (PROESA) 2016-2021**
– Ce programme cible les régions du Nord du Mali, avec des interventions d'appui institutionnel au niveau national. Il comporte trois composantes complémentaires : la composante 1, doté d'un budget de 8 millions d'EUR, est mise en œuvre par la Coopération Technique Belge (CTB) dans le cadre d'u Projet d'Appui à la Filière Halieutique au Mali (PAFHA). La composante 2, avec un budget de 15 millions d'EUR, contribue à la mise en œuvre du programme "KEY" (se tenir debout en sonrhaï) dont l'objectif visé est le renforcement de la résilience des populations vulnérables dans les régions du Nord et du Centre (Mopti). La composante 2, avec un budget de 15 millions d'EUR, contribue à la mise en œuvre du Programme "KEY" (se tenir debout en langue Sonrhaï) dont l'objectif visé est le renforcement de la résilience des populations vulnérables dans les régions du Nord et du Centre (Mopti). La composante 3, avec un budget de 5 millions d'EUR, vise le renforcement du dispositif national de sécurité alimentaire et nutritionnelle et est mise en œuvre par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire.

- **Appui à la résilience des populations vulnérables au Nord du Mali – RESILIENCE NORD, 2015-2018** – Ce Projet, financé à hauteur de 10 millions d'EUR et mis en œuvre conjointement par la FAO et le PAM, a pour objectif de rétablir la sécurité alimentaire (volet agricole-FAO) et les moyens d'existence des populations (volet création d'actifs communautaires-PAM) des régions de Tombouctou, Gao et Mopti afin de les rendre davantage résilientes.

- **Programme d'assistance aux politiques liées à la sécurité alimentaire- FIRST (Food, Impact, Resilience, Sustainability and Transformation)** – Ce programme conjoint UE/FAO a pour objectif de créer un environnement propice à la sécurité alimentaire et à l'agriculture durable dans les pays jugés prioritaires dont le Mali. Il s'agit d'un programme d'appui technique mettant à disposition un réseau de spécialistes dans les domaines précités.

- **Alliance Globale contre le changement climatique au Mali II (AGCC II) 2017-2026** – Ce programme, d'un montant global de 6.2 millions d'EUR cofinancé avec le Gouvernement du Mali, contribue à l'amélioration et à la mise en œuvre de la politique nationale sur le changement climatique. Il met l'accent sur le renforcement des capacités institutionnelles ainsi que sur le suivi et la gestion des forêts. Il participe également, à travers des projets de subvention, à la mise en place d'activités de boisement. Ce programme est mis en œuvre par la Direction Nationale des eaux et forêts.

- **Programme d'Appui à la Réforme Administrative, à la Décentralisation et au Développement Economique et Régional (PARADDER) 2010-2018** – Ce Programme, doté d'un budget de 51 millions d'EUR, vise à appuyer la poursuite de la mise en œuvre des politiques de réforme de l'Etat et de décentralisation en incluant les aspects liés au développement économique régional et aux secteurs décentralisés.

- **Contrat de Réforme Sectorielle- Secteur Alimentaire, Nutritionnelle et Agriculture Durable- CRS-SANAD (2017-2022)** – Ce programme, d'un montant de 50 millions d'EUR, contribuera globalement à la croissance inclusive et durable du Mali et à la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Il s'agit particulièrement d'améliorer et de sécuriser les revenus des exploitations familiales, de protéger et préserver les ressources naturelles, ainsi que d'améliorer la gouvernance à l'Office du Niger. Ce programme s'inscrit dans un cadre de développement durable combinant à la fois des interventions sur le terrain et un dialogue renforcé avec le gouvernement. Sa mise en œuvre est notamment assurée par la GIZ.

PROGRAMMES INFRASTRUCTURES

Portefeuille : 336M €

Transports

- **Appui au Programme Sectoriel des Transports- Désenclavement du Nord du Delta du Niger (2009-2019)** – Ce projet d'une durée de 10 ans est doté d'un budget de 217 millions d'EUR. Ses objectifs sont d'une part, de désenclaver la région de Tombouctou fortement isolée en vue de son intégration dans l'économie nationale à travers la construction d'une route de 565 km entre Niono et Tombouctou, permettant ainsi une liaison entièrement bitumée entre Bamako et cette région. D'autre part, ce projet contribuera à l'amélioration des performances du secteur des transports afin d'augmenter les échanges commerciaux et la mobilité des biens et des personnes.
- **Construction de la route de désenclavement des régions de Gao et Kidal (2018-2022)** – L'objectif de ce projet est de relier le Mali à la route Trans-saharienne côté Algérie afin de favoriser les échanges commerciaux entre les deux pays et renforcer la cohésion sociale et sécuritaire des régions du nord du Mali. Sa mise en œuvre est prévue à partir de 2018 pour une durée de 5 ans avec notamment la construction d'une route bitumée de 252 km reliant Hombori à Gao et d'une seconde route bitumée de 286 km reliant Bourem à Kidal en passant par Anefis. La contribution de l'UE est de l'ordre de 70 millions d'EUR.

Eau et Assainissement

- **Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales pour l'Eau potable et l'Assainissement, Phase 2 (PACTEA II) 2013-2018** – L'objectif de ce programme est l'amélioration durable de l'approvisionnement en eau potable de qualité, et l'assainissement pour 450 000 personnes dans les centres ruraux et semi-urbains des régions de Koulikoro, Sikasso, Tombouctou et Ségou. Son budget est de 30.9 millions d'EUR en cofinancement avec le Gouvernement du Mali.
- **Projet d'approvisionnement en eau potable de Bamako à partir de la localité de Kabala : Composante "Production" 2016-2018** – Ce projet démarré en 2016, a pour objectif d'assurer l'approvisionnement correct et durable en eau potable de la ville de Bamako et ses environs à l'horizon 2018. La composante "Production" du projet de Kabala porte sur la réalisation d'une station de traitement d'eau d'une capacité de 288 000 m³/j. Le projet est financé à hauteur de 50 millions d'EUR par la Banque Européenne d'Investissement, 39 millions d'EUR par l'Agence Française de Développement et 18 millions d'EUR par l'Union européenne.